

RTP 602.

“ Journal-Boutique ” et “ Journal-Musée ”

PAR

Salomon REINACH
Membre de l'Institut de France.

EXTRAIT DE LA “ REVUE DE L'UNIVERSITÉ DE BRUXELLES ”
(TOME VI. — 1901. — JUILLET)



BRUXELLES
A. LEFÈVRE, IMPRIMEUR
1 ET 9, RUE SAINT-PIERRE

—
1901

Bibliothèque Maison de l'Orient



112799

“ JOURNAL-BOUTIQUE ” & “ JOURNAL-MUSÉE ”

“ Journal-Boutique ”
et “ Journal-Musée ”

PAR

Salomon REINACH
Membre de l'Institut de France.

EXTRAIT DE LA “ REVUE DE L'UNIVERSITÉ DE BRUXELLES ”
(TOME VI. — 1901. — JUILLET)



BRUXELLES
A. LEFÈVRE, IMPRIMEUR
1 ET 9, RUE SAINT-PIERRE

—
1901

“Journal-Boutique” et “Journal-Musée”

PAR

SALOMON REINACH

Membre de l'Institut de France.

I

La fin du XIX^e siècle a vu se produire, en particulier dans les pays de langue française, un mouvement de protestation encore timide, mais destiné à grandir, contre l'immoralité d'une certaine presse, sa violence, ses mensonges, les compromissions louches où elle se complait. “ Presse vénale, presse de boue, presse de chantage, presse de grand chemin „ sont devenues des expressions de la langue courante; et personne n'ignore que les mots *taper* et *tapage*, pris dans une acception particulière, ont passé, des bas fonds du journalisme, dans le langage de la politique et des salons. Peu de gens connaissent l'étendue et la profondeur du mal, et ceux-là, appartenant eux-mêmes au monde des journaux, sont généralement tenus au silence; de temps en temps, toutefois, un scrupule honorable ou un intérêt lésé, ou encore une querelle portée devant les tribunaux, abolit la contrainte de la discrétion professionnelle, et alors, pendant un instant, cette presse se montre à nu au public dans toute l'impudeur de ses jongleries et de ses tares.

Je ne me propose pas d'esquisser ici la triste histoire de la presse “ fin de siècle „; il faudrait de longues pages pour en raconter les défaillances à l'époque de “ l'Affaire „, où l'épisode le plus caractéristique peut-être fut la brusque volte-face d'un

grand journal, engagé d'abord dans la campagne pour la justice, puis cédant à la terreur du boycottage, s'effaçant, faisant taire ses batteries... Ces incidents et bien d'autres, dont quelques-uns sont d'hier, n'ont laissé que peu d'illusions à la partie éclairée du public sur les mobiles auxquels obéit une grande partie de la presse et la dignité du " sacerdoce " que prétendent exercer ceux qui la rédigent. Un des hommes de talent et de conscience dont peut s'honorer le journalisme, M. F. de Pressensé, vient d'exprimer son indignation dans un article singulièrement éloquent et suggestif (1), qui nous dispensera d'insister sur un mal admirablement décrit et nous fera entrevoir le remède qu'il serait facile d'y apporter.

LE SACERDOCE DE LA PRESSE

Si nous parlions un peu du sacerdoce de la presse? Le moment est bien choisi, quand les grands pontifes du journalisme donnent au bon public le spectacle édifiant que l'on sait.

La scène dont le *Figaro* a été le théâtre — et qui n'est que le couronnement d'une série d'incroyables incidents — met en saillie, brutalement, la condition des soi-disant interprètes de l'opinion. Je ne sais ce que l'on doit le plus admirer dans ce changement à vue, de la froide impudeur avec laquelle un gérant révoqué a accompli son coup d'État, ou de la servilité empressée avec laquelle un journaliste s'est mis à la disposition du maître pour écrire sous sa dictée et supplanter un confrère.

Voilà donc la sécurité dont jouissent, dans ces maisons, des hommes qui s'imaginent quelquefois avoir des opinions à défendre et non des intérêts à servir ou des ordres à recevoir! Il suffit qu'un personnage sorte des coulisses comme un diable jaillit d'une tabatière et qu'il donne autour de lui un grand coup de balai pour que tout, à l'instant, se transforme, hommes, idées, principes.

Tel croyait naïvement n'avoir qu'à interroger sa conscience ou sa raison pour entretenir ses lecteurs, qui se trouve tout à coup devant un dictateur, muni d'un ordre de déguerpissement et prêt à expulser *manu militari* quiconque lui déplaît.

Ce n'est là, d'ailleurs, que le cas extrême d'une situation très générale.

Combien y a-t-il de journaux où les rédacteurs soient sûrs de ne pas se heurter à de mystérieuses consignes de silence, ou de ne pas se voir inflir-

(1) *L'Aurore*, 26 mai 1901.

ger la honte d'un tripatouillage dont ils ne soupçonnent que trop la cause sonnante et trébuchante?

Combien y a-t-il de journaux où les rédacteurs soient sûrs de bien être au service de l'idée qui sert d'enseigne à l'entreprise — et d'elle seule?

Combien y a-t-il de journaux où les rédacteurs se sentent assez sûrs de leur position pour ne prendre conseil que de leurs convictions et pour dédaigner toute lâche prudence, tout accommodement avec l'ennemi?

L'affaire Dreyfus a été édifiante à cet égard. Il serait trop long d'énumérer ceux de nos confrères qui partageaient nos sentiments, qui nous encourageaient de leurs applaudissements, qui nous enviaient notre indépendance et qui, courbés sous la férule de quelque maître occulte, consentaient à écrire et à signer d'ignobles attaques contre le droit et ses champions.

Cet état de choses lamentable, sur lequel le grand public n'est pas assez éclairé, qui exerce une si funeste répercussion sur la formation ou la déformation de l'opinion, il tient, je le sais, aux mêmes causes profondes qui vicient notre régime social. C'est le capitalisme qui est le grand coupable.

C'est lui qui a séparé la propriété et, par conséquent, la direction des journaux de la fonction d'écrivain. C'est lui qui a créé, à côté et en dessous d'une catégorie d'exploiteurs éhontés, le plus souvent incapables de mettre l'orthographe et de signer leurs noms, un prolétariat de journalistes salariés, sans sécurité, à la merci d'un patron sans scrupules et sans entrailles.

C'est lui qui a fait de la presse, au lieu d'un organe d'éducation et d'instruction, non pas même un instrument de parti, mais un outil de spéculation. C'est lui qui a fini par faire envisager aux louches écumeurs du journalisme que leur métier consiste, je ne dis pas — ce serait trop leur demander — à répandre des idées, à disséminer des informations authentiques, non pas même à vendre au lecteur des opinions indépendantes et mûries et des faits exacts, mais à mettre aux enchères leur publicité, à louer leurs colonnes au plus offrant, comme une compagnie d'affichage loue ses murs, ses kiosques et ses placards.

Voilà ce qu'est devenue la presse périodique dans nos démocraties, qui ne peuvent ni se passer d'elle, ni se prémunir contre sa néfaste influence. Encore une fois, c'est le fruit amer du capitalisme, d'un régime social où l'argent est la seule puissance effective, où tout s'achète et se vend, où le travail n'est qu'une denrée au rabais qui doit subir les conditions d'un patronat enrichi, entretenu, créé par lui seul. Tout cela est vrai.

Et pourtant, on me permettra d'ajouter qu'il y a bien de la faute des journalistes aussi. S'ils avaient le sentiment de la dignité professionnelle, s'ils mettaient les franchises de leur pensée au dessus de mesquins intérêts, s'ils pratiquaient la solidarité, s'ils agissaient en hommes libres, en pro-

létaires soucieux de leur droit, le scandale de la presse esclave ne s'étalerait pas impunément au grand jour.

Il y aurait plus de journaux où un petit groupe d'écrivains convaincus disent, à leurs risques et périls, ce qu'ils pensent. Il y aurait moins de louches officines où, sous la direction des forbans de Bourse, une bande de valets de plume triturent l'opinion, mentent à leur conscience, faussent les faits et dupent le public au profit de leurs communs exploités, c'est-à-dire de leurs communs ennemis.

Francis DE PRESSENSÉ.

II

" C'est le capitalisme, dit M. de Pressensé, qui est le grand coupable. " Il y aurait d'abord, pour apprécier cette opinion, à s'entendre sur le sens exact du mot *capitalisme*; mais il me semble superflu d'engager une discussion à ce sujet. Le problème peut être posé plus simplement et avec une rigueur en quelque sorte mathématique.

Que prétend être un journal? Une agence pour la distribution de nouvelles et l'interprète d'une opinion ou d'un parti. Qu'est en réalité un journal? Une entreprise commerciale qui doit rétribuer les capitaux engagés et qui, à cet effet, livre au public les nouvelles et les opinions les plus aptes à procurer des bénéfices, soit par l'élévation du tirage, soit par la publicité avouée ou dissimulée, soit par cette forme négative et souvent plus rémunératrice de la publicité, qui est le silence — le *silence d'or*.

Aucun journal n'a jamais fait cette confession à ses lecteurs; il ne leur a jamais dit : " Je tiens à vendre beaucoup de papier noirci, à insérer beaucoup d'annonces et de réclames, à exploiter la vanité des uns, la timidité ou la conscience mal assurée des autres. Mes articles de fonds seront ce que voudra mon public, ce que voudront ceux qui me paient: la vérité trouvera sa place si elle peut. "

Bien au contraire, il n'est pas un journal, si taré qu'il soit, qui ne professe un culte intransigeant de la vérité, de l'honneur, de l'intérêt public, qui ne se targue d'être une tribune pour les opprimés, un redresseur de torts, un conseiller incorruptible, enfin tout ce qu'un journal pourrait et devrait être s'il ne cherchait, avant toute chose, l'influence, le succès et l'argent.

Il y a donc une contradiction grave, une antinomie scandaleuse entre la devise inscrite sur la devanture de la boutique et ce qui se passe au dedans, entre le programme d'un journal et ses actes, entre l'intégrité qu'il affiche et la corruption dont il vit. “ Pourquoi un journal, me dira-t-on, ne serait-il pas, *en l'avouant*, une simple entreprise commerciale ? ” Parce qu'il est des choses, ou plutôt des services, qui, par leur nature même, ne se prêtent pas à revêtir cette forme. On fait, il est vrai, le commerce de substances qui sont aussi nécessaires à la vie que la connaissance de la vérité; mais ce commerce s'opère sous le contrôle de la société, qui réprime les falsifications et les fraudes. Quand il s'agit de denrées, les fraudes peuvent être découvertes, démontrées et punies: il n'en est pas de même quand il s'agit de nouvelles et d'opinions. Un pays tout entier peut être empoisonné par une presse de mensonge sans que les pouvoirs publics osent intervenir, du moins là où règne la liberté, dont les bienfaits sont encore supérieurs aux inconvénients. On a vu, en France, des vérités indéniables, utiles à connaître et à répandre, qu'une presse vénale ensevelissait sous le silence; on a vu des mensonges patents, impudemment exploités, s'étaler dans les colonnes de la presse presque entière, sans que les protestations des honnêtes gens pussent parvenir aux oreilles du public. “ Si un épicier vendait ce que je vends, disait un directeur de journal, il y a longtemps qu'il serait à Mazas. ” Il ne faut pas objecter que le public n'a que ce qu'il mérite s'il lit des journaux qui le trompent. Le public ne sait pas qu'on le trompe ni qui le trompe, parce que les trompeurs lui déclarent tous les jours qu'ils cherchent seulement à l'éclairer. L'homme qui lit deux journaux d'opinions opposées est, même dans les villes, une exception; s'il s'aperçoit qu'ils se contredisent, que les nouvelles mêmes qu'ils fournissent sont inconciliables, il se rassure en disant que “ tous les journaux mentent ” et n'échappe à l'erreur que pour tomber dans l'indifférence et le scepticisme, incompatibles avec ses devoirs de citoyen.

Presque tous les journaux ont été fondés avec des capitaux trop faibles, variant de 100 à 500,000 francs, à peine suffisants pour leur assurer six mois ou une année d'existence. Ceux qui

fournissent ces capitaux sont quelquefois des citoyens convaincus de l'utilité d'une politique ou de la vérité d'une doctrine, mais le plus souvent des industriels, des commerçants, des hommes publics ou leurs clients, qui espèrent récupérer les sommes qu'ils versent sous forme d'influences ou de bénéfices. Une fois le journal " lancé ", ce qui comporte des frais considérables, il cherche avant tout à trouver des lecteurs, dût-il pour cela flatter les instincts les moins avouables de la foule, l'intoxiquer de calomnies ou d'obscénités; il cherche parfois aussi l' " affaire à côté ", le " tapage ", la campagne retentissante qui, demain, sera brusquement interrompue. Malgré tout ce qu'ils sont prêts à faire, le plus grand nombre des journaux succombent en bas âge, faute de capitaux. Ceux qui ont été versés sont absolument perdus, sans espoir de retour. Qu'on fasse le compte de ce qu'ont coûté tant de feuilles mortes ou moribondes depuis quinze ans! C'est par millions qu'il faut chiffrer les capitaux ainsi engloutis. Donc, le vice fondamental du journalisme, c'est que le journal cherche tout de suite à rémunérer un capital et que ce capital, étant toujours trop faible, ne permet (sauf exceptions) au journal ni de vivre honnêtement, ni de mourir autrement qu'insolvable.

Un grand journal quotidien à 5 centimes (prix qui semble devoir prévaloir partout) coûte environ 1,200 francs par jour. Le bénéfice moyen sur la vente de chaque numéro est de 2 centimes. Donc (si l'on fait abstraction de la publicité avouée, toujours peu fructueuse au début), il faut, pour faire ses frais, qu'un journal à un sou tire à 60,000 exemplaires. Le jour où il tire à 200,000, il rapporte un million par an; s'il atteint ou dépasse le tirage de 600,000, il rapporte plus de trois millions et représente un capital vingt ou vingt-cinq fois supérieur. Mais le journal à gros tirage, qui veut maintenir le chiffre élevé de ses recettes, est moins libre encore que le journal qui noue à peine les deux bouts. Quelque talent, quelque moralité individuelle qu'aient ses rédacteurs, il faut qu'ils obéissent à la consigne du directeur qui a le souci tout naturel de la forte vente. Dissimuler ou falsifier ce qui pourrait déplaire à des coterie influentes, flatter les préjugés du public, le bercer dans l'erreur, l'amuser et l'abêtir en un mot,

voilà trop souvent la devise; à défaut du corps du journal, trois ou quatre feuillets paraissant ensemble se chargent de la besogne et y excellent. Ainsi la prospérité la plus éclatante ne confère pas l'indépendance aux journalistes, lorsque cette prospérité dépend d'une vente que l'expression d'une vérité inopportune pourrait réduire de moitié au profit d'un concurrent moins scrupuleux.

III

Tels sont les inconvénients (le mot est faible) inhérents à la conception du “ journal-boutique „; les conséquences qu'elle entraîne pour l'esprit public sont si graves que tout bon citoyen a le devoir de s'en alarmer.

Le remède consiste à renverser cette conception mercantile, à faire du journal *ce qu'il prétend être*, et, sans refuser le concours du capital, à le soumettre aux exigences que comporte une institution d'utilité générale dont le bénéfice ne saurait être l'objet.

Il existe déjà bien des entreprises de ce genre; le modèle n'en est pas à créer. Presque toutes les villes importantes possèdent des musées industriels ou d'art décoratif, constitués à grands frais par des sociétés qui cherchent à répandre la connaissance des belles choses, à stimuler l'initiative des artisans, à développer leur goût. Beaucoup de ces musées exigent un droit d'entrée ou réalisent autrement quelques bénéfices; mais ce n'est pas là le but qu'ils se proposent. *Aliud fuit serentis propositum, hoc supervenit*, comme dit Sénèque, en parlant des fleurs qui poussent dans un champ de blé. Ils veulent instruire, populariser le beau, s'acquitter d'un devoir social. A côté des musées, voyez les bibliothèques, les universités, les cliniques, *sanatoria*, etc., fondés par l'initiative privée. Ces établissements distribuent la santé ou le savoir, ils perçoivent souvent des taxes assez élevées, mais ils ne vivent pas des taxes qu'ils perçoivent. Leur capital d'établissement est, en général, tel qu'il suffit à gager leurs dépenses d'entretien; le public peut affluer ou s'abstenir, peu importe; l'institution existe et attend sans inquiétude l'avenir qui lui fera porter tous ses fruits.

Si la diffusion quotidienne de la vérité est aussi nécessaire aux sociétés humaines que celle de la santé, du goût et de la science, on conviendra qu'il n'est pas chimérique de concevoir, au lieu du *journal-boutique*, un *journal-musée*, exposition permanente et sans cesse renouvelée de faits authentiques, d'enseignements précis, d'opinions sérieusement mûries et présentées, avec une liberté entière, par des hommes capables de parler suivant leur conscience.

Ce *journal-musée* — appelons-le, pour abrégé, le *Musée* tout court — exigerait, pour être solidement assis, des capitaux considérables; mais, à la différence des autres feuilles qui paraissent et disparaissent, celle-là, née pour durer, *immobiliserait* des capitaux, mais n'en *engloutirait* pas. Je m'explique.

Le *Musée* devrait être constitué de telle sorte que les 1,200 francs par jour nécessaires à sa publication (soit environ 450,000 francs par an) seraient fournis par les revenus du *capital intangible* qui constituerait le fonds social. Il faudrait donc trouver une douzaine de millions qui, au cas extrême où le *Musée* n'aurait ni un abonné, ni un lecteur, resteraient improductifs, comme sont improductifs chez les riches et même chez les demi-riches quantité d'objets dont l'utilité pratique est nulle : tableaux, bijoux, bibelots, meubles d'ornement, etc. Au bout de dix ans, chaque souscripteur pourrait réclamer le remboursement de ses fonds. Pendant cet intervalle, l'expérience aurait été faite. Si, la neuvième année, le tirage dépassait 120,000 numéros, le capital toucherait une rémunération de 4 p. c. (intérêt qui, statutairement, ne pourrait être dépassé) (1) et les retraits qui se produiraient seraient compensés par des souscriptions nouvelles. Au cas où le tirage resterait médiocre, les souscripteurs auraient encore à se demander, après dix ans, si la diffusion de la vérité sans alliage et de la pensée sincère ne mérite pas un sacrifice intégral.

Le *Musée* devrait être placé sous le contrôle d'un comité élu par les souscripteurs, se recrutant par cooptation et dont les

(1) Dans ma pensée, l'excédant éventuel devrait être réparti entre les abonnés considérés comme participants.

membres toucheraient une indemnité par séance. Ces hommes pourraient être choisis parmi les plus éminents et les meilleurs, parmi ceux qui, aujourd'hui, refusent de nouer des relations avec un *journal-boutique*, mais qui apporteraient joyeusement leur concours à un *journal-musée*. C'est d'eux et d'eux seuls qu'il dépendrait d'empêcher le *journal-musée* de se transformer, avec le temps, en *journal-boutique*; assurément, c'est là une garantie qui n'a rien d'absolu, mais qui vaudrait celles dont on s'entoure d'ordinaire pour fonder, à titre privé, des institutions d'intérêt public.

IV

Quel accueil le monde des lecteurs ferait-il à un journal qui professerait, en toute sincérité, pouvoir se passer d'eux, qui ne solliciterait ni le sou de l'acheteur, ni les cent louis du lanceur d'affaires, qui revendiquerait hautement, agressivement même, le droit de juger, dans sa pleine indépendance, toute entreprise, toute opinion, tout livre soumis au public, et cela, non pas dans l'esprit exclusif d'une secte, mais selon les lumières de la raison affranchie et du bon sens ?

La tentative, on l'avouera, serait originale et, par cela même, il serait possible qu'elle réussit. On a vu des réformateurs attirer la foule en la rabrouant, en l'invectivant même. Dire aux hommes des vérités dures à entendre n'est pas toujours le moyen de les éloigner. Il y a, dans les couches profondes du public, un besoin mal satisfait d'y voir clair, de pouvoir écouter en toute confiance une parole sage, compétente et désintéressée; c'est ce besoin qui fait en partie le succès de certaines feuilles de mensonge aux allures paternes et familières, qui s'affublent d'un titre généreux ou d'une belle devise pour abriter des trafics invouables. Quand il existerait un journal *indépendant* au sens le plus littéral de ce mot, affirmant et prouvant qu'il peut se passer de lecteurs, les lecteurs viendraient peut-être à lui. Alors, mais alors seulement, les forces d'injustice et d'oppression qui menacent le monde et sèment des obstacles sur la route de l'évolution pacifique auraient trouvé un contrepois efficace dans une œuvre de justice et de vérité. Le " Sacerdoce de la presse " aurait cessé d'être

une dérision amère et l'idéal de quelques-uns serait devenu la réalité.

Un journal de langue française, comme le *Musée*, devrait prétendre à une autorité européenne, mais se préoccuper plus particulièrement de l'éducation politique et morale des trois pays de langue française. Il serait français, suisse et belge, et regretterait de ne pouvoir être plus français encore, c'est-à-dire plus humain, en s'adressant à un public plus étendu.

Est-il impossible de trouver les fonds nécessaires à une pareille œuvre? Non, si des hommes éloquents et écoutés croient l'idée réalisable, s'en éprennent et travaillent à la répandre. Le consentement des intelligences doit préparer et assurer celui des capitaux. La France seule, depuis vingt ans, a fourni des sommes bien supérieures qui se sont perdues dans des journaux mort-nés ou condamnés à une existence misérable; elle a fourni vingt fois davantage à des œuvres de solidarité sociale dont l'utilité est plus apparente, mais non plus réelle, que celle d'une œuvre de vérité.

Il y a, dans le *Pater Noster*, une équivoque célèbre, qui a fait et fera encore couler des flots d'encre : faut-il demander au ciel le pain du corps ou le pain *supra-sensible*, l'adjectif employé dans le texte évangélique pouvant avoir l'un et l'autre sens? Laissons subsister l'équivoque et inspirons-nous de l'enseignement qui s'en dégage pour organiser enfin la distribution de la vérité quotidienne, du pain de l'esprit!

REVUE DE L'UNIVERSITÉ DE BRUXELLES

RÉDACTION et ADMINISTRATION : Adresser les Revues, les Livres et toutes les Communications (abonnements, annonces, changements d'adresse, etc.) au Secrétariat de la *Revue* :
M. Maurice Sand, 4, rue du Frontispice (Téléphone 3932).

ABONNEMENTS

La *Revue* paraît chaque mois (août et septembre exceptés), par fascicule de 80 pages de texte. Tous les abonnements partent du mois d'octobre et sont pris pour une année.

Étudiants de l'Université de Bruxelles.	5 francs par an.
Abonnés de Belgique	10 id. id.
— étrangers.	13 id. id.

Les personnes inscrites aux cours de l'École des sciences politiques et sociales jouissent de la même réduction que les étudiants.

Les fascicules portant la mention Exempleire d'étudiant ne peuvent pas se trouver dans le commerce.

BIBLIOGRAPHIE. — Il sera rendu compte de tous les ouvrages dont un exemplaire parviendrait à la Rédaction de la *Revue*.

Ces ouvrages seront ensuite déposés à la Bibliothèque de l'Université.

EN VENTE :

Les cinq premières années de la *Revue de l'Université*, 5 volumes de 800 pages, brochés, au prix net de 5 francs chacun.

COMITE DE RÉDACTION :

MM. **D' De Boeck**, professeur à la Faculté de médecine; **D' Jean Demoor**, id.; **Paul Errera**, professeur à la Faculté de droit; **Aug. Lameere**, professeur à la Faculté des sciences; **J. Massart**, id.; **H. Pergameni**, professeur à la Faculté de philosophie; **W. Prinz**, professeur à la Faculté des sciences appliquées; **Maurice Vauthier**, professeur à la Faculté de droit; **Dollo**, Président de l'Extension de l'Université libre; **G. Herliant**, Secrétaire de l'Extension de l'Université libre; **Ed. Cattier**, publiciste, ancien étudiant de l'Université libre; **Albert Devèze**, Président de l'Association générale des étudiants; **Paul de Reul**, docteur en droit et en philologie; **N. Ensich**, docteur en médecine; **H. Falk**, docteur en droit; **L. Querton**, docteur en médecine; **V. Semet**, ingénieur; **Lucien Beckers**, étudiant à la Faculté des sciences appliquées; **J. De Meyer**, étudiant en sciences; **Fernand Héger**, étudiant en médecine; **Maurice Sand**, étudiant en droit; **W. van Havre**, étudiant en médecine; **Georges Wiener**, étudiant en médecine.

Bureau délégué pour l'année académique 1900-1901 :

Président : M. MAURICE VAUTHIER. Membres : MM. D' JEAN DEMOOR, PAUL ERRERA. Secrétaires : MM. PAUL DE REUL, MAURICE SAND.